

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2011/7/2

24 octobre 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS MOZAMBIQUE 200286 (2012–2015)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attachée de liaison, ODJ: Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe)

RÉSUMÉ

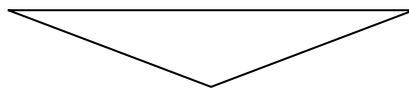
Le Mozambique est un vaste pays, riche en ressources naturelles. Du fait de la longue guerre civile qui l'a dévasté, ses ressources n'ont pas encore été pleinement exploitées et, malgré la croissance économique spectaculaire de ces dix dernières années, 54 pour cent de la population continuent de vivre en dessous du seuil de pauvreté, et plus du tiers se trouve en situation d'insécurité alimentaire; près de la moitié des enfants souffrent de malnutrition chronique. Les catastrophes naturelles et la faible productivité agricole ont contribué à la persistance de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. D'après le Rapport sur le développement humain de 2010, le Mozambique se place au 165^{ème} rang sur 169 pays, et l'espérance de vie n'est en moyenne que de 48 ans. Les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sont inégaux.

Le Mozambique fait partie des pays pilotes de l'initiative "Unis dans l'action" des Nations Unies, et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement concorde pleinement avec les priorités du plan quinquennal du Gouvernement, la Stratégie pour la réduction de la pauvreté (2011–2014) et les politiques sectorielles nationales. Le programme de pays du PAM contribue aux effets directs 1, 2 et 3 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (augmentation de la production agricole et réduction des risques en faveur de l'amélioration de la sécurité alimentaire), qui sont d'ordre économique, et à ses effets directs 4 et 5 (renforcement de la prestation de services de base et de l'accès à ceux-ci au profit des plus vulnérables), qui relèvent du domaine social. Il est également conforme aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM¹.

Le programme de pays est axé sur l'amélioration de la nutrition de base, la transposition sur une plus grande échelle de la protection sociale et la transition vers un programme d'alimentation scolaire issue de la production locale. Il met en outre l'accent sur le renforcement des capacités aux niveaux national et local, l'amélioration de l'analyse des risques et de la vulnérabilité et l'expansion des liens entre les marchés et les petits exploitants. Le PAM continuera à s'efforcer d'innover dans le domaine des modalités d'assistance, notamment grâce à de nouveaux outils comme la technologie mobile à l'appui des transferts monétaires, lorsque cela s'avèrera utile et d'un bon rapport coût-efficacité, et compte tenu des enseignements tirés de l'expérience. Les composantes instaurent un système de protection sociale intégrée dans les zones du pays les plus vulnérables, sujettes à des catastrophes et touchées par l'insécurité alimentaire; elles appuient et renforcent ainsi les programmes gouvernementaux déjà en place et jettent les bases de solutions nationales durables au problème de l'insécurité alimentaire.

¹ Objectifs stratégiques: 2 – prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 4 – réduire la faim chronique et la dénutrition; et 5 – renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du projet de programme de pays pour le Mozambique 200286 (2012–2015) (WFP/EB.2/2011/7/2), lequel requiert 78 241 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 41,6 millions de dollars É.-U., ainsi qu'un montant de 6,7 millions de dollars pour les transferts monétaires et les bons d'alimentation, pour un coût total pour le PAM de 105,4 millions de dollars, et autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. Il y a près de deux décennies, le Mozambique sortait d'une guerre civile et se retrouvait parmi les pays les plus pauvres au monde. Depuis lors, il connaît une croissance économique spectaculaire, et son produit intérieur brut a augmenté de plus de 6,5 pour cent par an ces cinq dernières années.
2. Le pays continue néanmoins à se heurter à de grosses difficultés. Il compte 22,4 millions d'habitants², dont 70 pour cent vivent dans des zones rurales, et la croissance économique n'a pas encore permis de réduire dans des proportions suffisantes la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Selon le Rapport sur le développement humain de 2010, le Mozambique se classe au 165^{ème} rang sur 169 pays. L'espérance de vie est en moyenne de 48 ans³ seulement, et les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sont inégaux.
3. La pauvreté est essentiellement un phénomène rural au Mozambique. Plus de 80 pour cent des personnes pauvres vivent en milieu rural, et plus de la moitié d'entre elles sont des femmes. La petite agriculture est une source de revenus importante pour la plupart des femmes rurales, et la plus grande partie de la production agricole nationale est issue des petites exploitations. Les revenus agricoles restent cependant très bas, et l'exposition à l'insécurité alimentaire est forte, en raison des chocs climatiques récurrents – le Mozambique est le troisième pays d'Afrique le plus touché par des aléas d'ordre météorologique⁴ – et de la détérioration des termes de l'échange due à la hausse des cours internationaux des produits alimentaires et des carburants. Bien que la troisième évaluation de la pauvreté dans le pays (2010) confirme une tendance positive en matière d'accès aux services essentiels, l'indicateur de pauvreté fondé sur la consommation stagne à 54 pour cent depuis 2003.
4. Depuis quatre ans, le déficit vivrier avoisine en moyenne 500 000 tonnes d'équivalent-céréale par an⁵. Les excédents de la production vivrière dans les provinces du centre et du nord sont contrebalancés par un énorme déficit dans le sud. Environ 34 pour cent de la population restent en situation d'insécurité alimentaire chronique et n'ont pas un régime alimentaire adéquat. Selon l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité effectuée en 2009⁶, plus de 25 pour cent de la population souffrent d'insécurité alimentaire aiguë à un moment ou à un autre de l'année, les ménages les plus durement touchés se trouvant dans les zones arides et sujettes à des inondations dans le sud et le centre du pays. Une réduction des envois de fonds due à une contraction de l'économie régionale a aggravé l'insécurité alimentaire, dont le niveau était déjà élevé.
5. La malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans se maintient à un niveau alarmant de 44 pour cent⁷. Les causes profondes en sont l'inadéquation de l'apport

² Institut national de statistique (INE). 2010. Archives nationales de micro-données: les femmes et les filles représentent 51,4 pour cent de la population.

³ INE. 2009. Troisième évaluation de la pauvreté dans le pays, enquête nationale sur le budget des ménages, 2008/09.

⁴ Stratégie internationale de prévention des catastrophes. 2009. Réduction des risques de catastrophe: bilan mondial. Genève.

⁵ Ministère de l'agriculture mozambicain. 2009. Bilan alimentaire. Maputo.

⁶ PAM. 2009. Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au Mozambique. Rome.

⁷ INE. 2007. Enquête en grappes à indicateurs multiples.

nutritionnel, du fait du manque de diversification du régime alimentaire, la faiblesse de la fréquence des repas ainsi que des taux d'allaitement maternel exclusif, les niveaux élevés de maladies infectieuses et les grossesses précoces. Les carences en vitamine A et en fer chez les enfants de moins de 5 ans sont importantes (69 et 74 pour cent respectivement).

6. L'épidémie de VIH continue de se propager, mais à un rythme plus lent⁸. Le taux de prévalence de 11,5 pour cent⁹ chez les personnes âgées de 15 à 49 ans signifie que 1 026 000 personnes vivent avec le VIH¹⁰. L'épidémie touche le segment le plus productif de la population, ce qui entraîne une baisse de la productivité et de l'épargne des ménages, et une réduction de la main-d'œuvre qualifiée. Le sida est à l'origine d'une augmentation du nombre d'orphelins et d'enfants vulnérables, ainsi que de ménages comptant de nombreuses personnes dépendantes. Sur les 2 100 000 orphelins que compte le Mozambique¹¹, 670 000 ont perdu un parent ou les deux à cause du sida¹². Bien que la malnutrition aiguë, dont le taux est de 4,2 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans⁷, soit relativement peu répandue, elle n'en touche pas moins 25 pour cent des usagers sous traitement antirétroviral durant les premiers mois du traitement¹³. Le Mozambique se classe au 16^{ème} rang des pays où l'incidence de la tuberculose est la plus élevée¹⁴; le taux de mortalité due à la tuberculose (hors VIH) était de 38 pour 100 000 en 2009¹⁴.
7. Améliorer le niveau d'éducation représente un véritable défi. La fréquentation scolaire s'est améliorée, en particulier dans le primaire, mais les taux d'achèvement restent bas. Moins de la moitié des enfants achèvent leurs études primaires, les taux les plus faibles étant enregistrés dans les districts en situation d'insécurité alimentaire et sujets aux catastrophes. Les inégalités entre les sexes sont toujours présentes, les taux d'abandon étant beaucoup plus élevés chez les filles que chez les garçons.
8. Conscient que la croissance économique à elle seule n'a pas entraîné de réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, le Gouvernement s'efforce d'intégrer ces questions dans la Stratégie de réduction de la pauvreté et les plans sectoriels:
 - La seconde Stratégie en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (2008–2015) vise à accroître le pouvoir d'achat des familles rurales, à réduire l'incidence de la malnutrition et à garantir l'autosuffisance alimentaire au niveau national.

⁸ Les données de surveillance épidémiologique du Ministère de la santé de 2007 (consultations prénatales pour les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans) font apparaître une tendance à la baisse des taux d'incidence, passés de 15,6 pour cent en 2004 à 11,3 pour cent en 2007.

⁹ La prévalence du VIH est plus forte chez les femmes (8,6 pour cent) que chez les hommes (3,1 pour cent). Enquête sur le VIH et le sida (Insida). 2009. Ministère de la santé.

¹⁰ Insida. 2009.

¹¹ Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Agence des États-Unis pour le développement international. 2002. *Children on the Brink 2002: A Joint Report on Orphan Estimates and Program Strategies*. Washington, TvT Associates. Disponible à l'adresse: http://data.unaids.org/Topics/Young-People/childrenonthebrink_en.pdf.

¹² UNICEF. 2009. Estimation du nombre d'enfants âgés de 0 à 14 ans à la fin de 2001.

¹³ Personnes présentant un indice de masse corporelle < 18,5.

¹⁴ Organisation mondiale de la Santé. Rapport 2010 sur la lutte contre la tuberculose dans le monde. Genève.

- La production agricole et la sécurité alimentaire constituent l'un des trois objectifs stratégiques énoncés dans le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2011–2014), aux côtés de la création d'emplois et de la valorisation du capital humain. Le Mozambique s'est engagé à élaborer une feuille de route nationale pour la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.
- Un Plan d'action multisectoriel visant à réduire la dénutrition chronique consacre le rôle que jouent les aliments nutritifs dans la prévention du retard de croissance; le Programme national de récupération nutritionnelle incorpore dans tous les services de santé la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes et d'autres adultes, notamment les patients qui suivent un traitement antirétroviral ou antituberculeux; et le Plan national de lutte contre le sida confirme qu'une bonne nutrition est indispensable à l'amélioration des résultats des thérapies.
- D'après le projet de Plan stratégique pour l'éducation (2012–2016), l'alimentation scolaire est le principal outil permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et les résultats scolaires des enfants les plus vulnérables, tandis que la nouvelle Stratégie nationale pour la protection sociale de base¹⁵ prend acte du rôle de premier plan que joue la sécurité alimentaire vis-à-vis de la protection sociale et adopte une approche multisectorielle qui intègre l'éducation, la santé et les actions sociales productives.
- L'instauration de la sécurité nutritionnelle et alimentaire est une composante clé du Plan national de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets.

COOPÉRATION ANTÉRIEURE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

9. Le portefeuille d'activités du PAM au Mozambique comprend un programme de pays assorti d'activités Vivres pour l'éducation et d'activités nutritionnelles visant les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables, dont les personnes touchées par le VIH et le sida, et une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) dont l'objectif est de faire face aux trois menaces qui pèsent sur le pays, à savoir le VIH et le sida, les catastrophes naturelles et l'insuffisance des capacités nationales. Ces deux programmes se terminent en 2011 et ont fourni de précieux enseignements pour la formulation du présent programme de pays; ils ont renforcé les avantages comparatifs du PAM dans des domaines comme les partenariats avec le Gouvernement, le passage des secours au développement, l'insécurité alimentaire, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité et des risques, et le soutien aux marchés locaux.
10. Au fil du temps, le PAM a fait évoluer le soutien qu'il apporte aux ménages touchés par le sida, dans le cadre du programme de pays comme de l'IPSR, pour accorder plus de place à la récupération nutritionnelle axée sur la santé, avec une application plus rigoureuse des directives relatives à la récupération à l'échelon individuel. Afin de compléter le programme d'appui nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose, le PAM a mis en place à titre pilote un mécanisme fondé sur les bons d'alimentation, pour faire parvenir à ces personnes et aux usagers sous traitement antirétroviral un assortiment alimentaire de base; les résultats, encourageants, permettent d'envisager de recourir de nouveau à un tel dispositif à l'avenir, dans le cadre de l'aide sociale.

¹⁵ Approuvé par le Conseil des ministres en octobre 2010.

11. Les activités relevant de l'IPSR et visant à protéger les moyens de subsistance et à renforcer la capacité de résistance ont permis d'atténuer les effets des chocs sur les moyens de subsistance, et de mettre en évidence le rôle que jouent les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire pour ce qui est de permettre aux pays d'intervenir de manière structurée et à court terme pour répondre à des besoins immédiats, mais aussi d'assurer une protection sociale et de réduire la pauvreté à plus long terme.
12. Dans le cadre des activités Vivres pour l'éducation, le PAM est venu en aide à 200 000 enfants dans 160 écoles primaires; il est ressorti de l'évaluation à mi-parcours réalisée en 2009 que ces activités constituaient un filet de sécurité essentiel pour les ménages vulnérables et qu'elles avaient une incidence positive sur les taux de scolarisation et de fréquentation. Pour aller plus loin, l'évaluation a recommandé que le PAM et le Ministère de l'éducation examinent ensemble la conception du programme, afin d'en assurer la viabilité financière et l'institutionnalisation. Le Ministère a assumé de plus en plus de responsabilités au fil des deux dernières années, et l'alimentation scolaire figure dans le Plan stratégique du Gouvernement pour l'éducation (2012–2016) et le plan de travail pour l'éducation (2011–2013); des fonds ont été obtenus de l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous.
13. La composante relative à la supplémentation alimentaire généralisée a été mise en place en 2011 pour prévenir le retard de croissance et la dénutrition. Le PAM est devenu un partenaire clé du Gouvernement dans le domaine de la nutrition. À la demande des pouvoirs publics, il a facilité la concertation entre les parties prenantes qui a débouché sur le Plan d'action multisectoriel visant à réduire la dénutrition chronique.
14. L'initiative Achats au service du progrès, qui permet au PAM d'utiliser son pouvoir d'achat pour accroître la capacité de production des petits exploitants, en particulier les femmes, et les aider à commercialiser leurs produits, est mise en œuvre au Mozambique depuis 2008, et offre des perspectives intéressantes pour ce qui est de diversifier les modalités d'achat, de renforcer le suivi des marchés et d'appuyer l'intégration des secteurs public et privé.
15. En 2008, le Mozambique est devenu l'un des huit pays pilotes de l'initiative "Unis dans l'action". Le PAM participe à 7 des 13 programmes conjoints des Nations Unies, et est à la tête des services communs dans le domaine des technologies de l'information et des communications, en tant qu'agent de services. Il est le chef de file du programme conjoint Créer des filières produit et des liens avec les marchés pour les associations agricoles, qui complète l'initiative Achats au service du progrès. L'évaluation de l'initiative "Unis dans l'action" menée par le pays a conclu qu'il s'agissait d'un des meilleurs exemples d'intégration et de cohérence à l'échelle des Nations Unies en matière de programmation et de suivi des résultats.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

16. La stratégie adoptée par le PAM au Mozambique pour la période 2012–2015 donne la priorité au développement humain et social, à l'accès au marché et à la gestion des risques de catastrophe. Elle va dans le sens de la transition du PAM de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, et appuie et renforce les programmes du Gouvernement afin d'instaurer des solutions nationales durables au problème de l'insécurité alimentaire, passant par la prévention, la protection et la promotion. Plus précisément, la stratégie vise en priorité: i) à améliorer l'état nutritionnel de la population à risque, et à renforcer l'accès aux services de base et leur utilisation; ii) à protéger et promouvoir la sécurité alimentaire pour les plus démunis; iii) à accroître la production et la productivité dans le secteur

agricole, notamment en accroissant les revenus et la sécurité alimentaire des petits exploitants grâce au renforcement de leurs capacités de production et de commercialisation; et iv) à donner au pays davantage de moyens de gérer les risques, de réduire la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et de s'adapter au changement climatique.

17. Le programme de pays pour 2012–2015 est le cadre dans lequel devra être mise en œuvre la stratégie de pays. Il tient compte des priorités répertoriées au cours des consultations tenues avec les parties prenantes pour élaborer la stratégie de pays, et des Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM¹. Les objectifs du programme de pays sont les suivants:
- appuyer le développement humain et social, en améliorant la nutrition de base, en amplifiant l'action sociale et en distribuant des repas scolaires issus de la production locale; et
 - renforcer les moyens de subsistance, en améliorant l'accès des petits exploitants aux marchés, ainsi que l'information sur la sécurité alimentaire au service de la réduction des risques de catastrophe.
18. Les composantes du programme de pays constituent un système de filets de sécurité intégré conforme à l'approche adoptée par le Gouvernement, qui entend instaurer son propre programme de protection sociale, et ciblent les districts les plus vulnérables, sujets à des catastrophes et très exposés à l'insécurité alimentaire. Les activités concorderont avec les plans de développement des provinces et des districts, afin de favoriser la prise en main des programmes par le Gouvernement. Le renforcement des capacités dans les domaines de compétence du PAM sera complété par des partenariats stratégiques avec des organisations ayant d'autres connaissances spécialisées. Compte tenu des résultats d'une analyse préliminaire, le programme de pays prévoit la possibilité d'utiliser des transferts monétaires et des bons dans un nombre limité de districts¹⁶. Les mécanismes d'assistance, le rapport coût-efficacité et les risques liés aux marchés feront l'objet d'évaluations plus approfondies.
19. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2012-2015 et son plan d'action jettent les bases qui permettront de favoriser à l'avenir les partenariats avec le système des Nations Unies. Ce document remplacera les plans d'action prévus dans les programmes de pays de différents organismes afin de renforcer la programmation conjointe.

Composante 1: Repas scolaires issus de la production locale

20. À la demande du Gouvernement, le PAM aidera le Ministère de l'éducation pendant les quatre années que durera la transition vers un programme de repas scolaires issus de la production locale répondant à l'initiative nationale, financé et géré par les pouvoirs publics, et faisant partie du cadre de protection sociale, qui constituera un filet de sécurité primordial pour les enfants des ménages vulnérables vivant dans les zones où l'insécurité alimentaire est la plus forte.

¹⁶ Le PAM met actuellement en œuvre des projets de transferts monétaires dans trois districts, à partir desquels sera élaboré un plan d'expansion des projets reposant sur ces modalités.

21. Durant cette période de transition, le PAM viendra en aide à toutes les écoles de certains districts, afin d'améliorer les résultats tout en préservant l'efficacité des opérations. Les enfants recevront chaque jour un repas à l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire. L'appui que le PAM apportera sur le plan de la mise en œuvre sera associé à un appui technique et stratégique afin de renforcer la capacité des structures nationales et infranationales de gérer l'alimentation scolaire.
22. Un accord tripartite conclu avec le Gouvernement brésilien et le Ministère de l'éducation, et une collaboration avec la Banque mondiale et le Partenariat pour le développement de l'enfant fourniront le cadre nécessaire pour éprouver l'efficacité et l'efficacité d'autres modèles d'exécution de l'alimentation scolaire établissant des liens avec les petits agriculteurs. Des modalités d'achat décentralisées seront mises en place dans certaines écoles pilotes, et les enseignements tirés de l'expérience seront pris en compte lors de l'élaboration du programme national de repas scolaires, dans la perspective du transfert des responsabilités. Le bureau de pays, en collaboration avec des partenaires techniques, tels que la Michigan State University et le Partenariat pour le développement de l'enfant, réalisera des études de référence et d'impact.

Composante 2: Protection sociale

23. La composante relative à la protection sociale étaye la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la protection sociale de base, et met l'accent sur deux de ses quatre éléments – action sociale directe et action sociale productive – qui relèvent du Ministère de la femme et de l'action sociale.
24. Dans les districts sélectionnés, les familles ciblées en situation d'insécurité alimentaire et ayant la capacité de travailler recevront des vivres ou bénéficieront de transferts monétaires, en échange de leur participation à des activités à forte intensité de main-d'œuvre organisées à l'appui des moyens de subsistance des communautés et des priorités définies dans les plans de développement des districts. L'assistance visera à remédier aux déficits vivriers saisonniers, en favorisant la création d'avoirs productifs à même d'atténuer les effets des catastrophes. Les personnes vulnérables incapables d'effectuer un travail productif, y compris les orphelins, les enfants vulnérables et les personnes vivant avec le VIH/sida orientées par des centres de santé, bénéficieront de transferts de vivres ou de transferts monétaires non assortis de conditions, en complément d'autres services essentiels fournis par des associations de la société civile.
25. L'assistance du PAM s'inscrira dans le plan de travail général des partenaires de l'Initiative pour un socle de protection sociale¹⁷, dirigée par le Ministère de la femme et de l'action sociale, l'objectif étant de concevoir un système de filets de sécurité complet et intégré qui fera partie d'une politique générale de protection sociale tenant compte des problèmes liés au VIH.

Composante 3: Nutrition

26. Le PAM aidera le Ministère de la santé à élaborer des systèmes durables favorisant l'intégration à long terme des services de nutrition dans le système de santé national. Dans les districts ciblés, il organisera une campagne de supplémentation alimentaire généralisée pendant la période décisive des 1 000 jours, au profit des enfants âgés de 6 à 24 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes.

¹⁷ Cette initiative des Nations Unies promeut l'accès universel aux transferts sociaux et aux services de base.

27. Le PAM aidera aussi le Ministère de la santé à mettre en œuvre le Programme national de récupération nutritionnelle, en appuyant la supplémentation alimentaire pour les usagers sous traitement antirétroviral, les patients atteints de tuberculose, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée. Les interventions relevant de ce programme seront coordonnées par le département du Ministère de la santé chargé de la nutrition et le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Plan d'action multisectoriel visant à réduire la dénutrition chronique, afin d'unifier la gestion du programme. Les activités seront réalisées avec la participation d'autres partenaires clés, notamment des organismes des Nations Unies, avec l'appui du processus national de coordination et de concertation mis en place en vue d'éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants. Dans le domaine de la nutrition, le renforcement des capacités s'inscrira dans le cadre du plan national pour le développement et le renforcement du système sanitaire, et il passera par l'organisation d'une formation en cours d'emploi et de sessions formelles destinées au personnel des dispensaires et des centres de santé.

Composante 4: Réduction des risques

28. Le PAM renforcera les capacités de l'Institut national de gestion des catastrophes et du Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les domaines de l'analyse et de la cartographie des risques, de l'alerte rapide et de l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces deux institutions font l'objet d'un processus de décentralisation, dont la réussite est fondamentale pour garantir l'efficacité de l'analyse de la vulnérabilité et de la gestion des risques.

29. Les activités de réduction des risques, que viennent étayer de solides connaissances, ont pour but d'améliorer la capacité des acteurs locaux de répertorier et hiérarchiser les menaces et les activités d'atténuation, et de les intégrer dans les plans de développement des districts, afin que des interventions productives puissent être menées dans le domaine de l'action sociale.

30. Le renforcement des capacités passera par l'organisation de stages de formation en cours d'emploi, le détachement de membres du personnel national, la mise à disposition de matériel et de logiciels spécialisés, et la conclusion d'accords de collaboration avec des universités et des instituts de recherche.

Composante 5: Accès aux marchés

31. Les activités relevant de cette composante visent à faciliter l'accès aux marchés et à accroître les moyens des petits producteurs et transformateurs, en renforçant la filière commerciale et l'information sur les marchés, et en améliorant la qualité des produits. Seront ciblés environ 30 000 petits exploitants ruraux, y compris des femmes pratiquant l'agriculture de subsistance à petite échelle ou ayant axé leur production sur le marché ainsi que des petits et moyens entrepreneurs et négociants ruraux. Les modalités novatrices du PAM en matière d'achats locaux seront exploitées tandis que le marché sera consolidé tout au long de la filière grâce à la concertation avec les partenaires du côté de l'offre, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et les ministères de l'agriculture et du commerce.

32. Dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès, des vivres seront achetés dans les districts du centre et du nord en vue d'être distribués aux bénéficiaires des programmes du PAM. Si l'on parvient à mettre directement en relation les achats locaux et l'alimentation scolaire, on pourra alors générer des excédents qui seront utilisés dans les zones habituellement productives et dans celles qui ne le sont généralement pas beaucoup.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE			
	Hommes/garçons	Femmes/filles	Total
Composante 1 – Repas scolaires	112 000	101 000	213 000
Composante 2 - Protection sociale	160 000	169 000	329 000^a
Composante 3 - Nutrition (total partiel)			741 000
<i>Volet curatif: malnutrition aiguë modérée dans le cadre du Programme national de récupération nutritionnelle, personnes vivant avec le VIH ou atteintes de tuberculose</i>	82 320	85 680	168 000
<i>Volet curatif: malnutrition aiguë modérée dans le cadre du Programme national de récupération nutritionnelle, femmes enceintes et mères allaitantes</i>		132 000	132 000
<i>Volet curatif: malnutrition aiguë modérée dans le cadre du Programme national de récupération nutritionnelle, enfants</i>	29 400	30 600	60 000
<i>Volet préventif: retard de croissance, enfants âgés de 6 à 24 mois</i>	68 796	71 604	140 400
<i>Volet préventif: retard de croissance, femmes enceintes et mères allaitantes</i>		240 000	240 000
Composante 4 - Réduction des risques	sans objet	sans objet	sans objet
Composante 5 - Accès aux marchés			30 000^b
TOTAL			1 217 000^c

^a Protection sociale = 96 000 bénéficiaires de filets de sécurité fondés sur des activités productives + 232 600 bénéficiaires de filets de protection sociale.

^b Petits exploitants bénéficiant d'un appui en faveur du renforcement des capacités.

^c Le total est inférieur à la somme des composantes afin d'éviter de compter deux fois les bénéficiaires qui participent à plusieurs activités.

33. Le programme de pays prévoit de venir en aide à 1 217 000 bénéficiaires dans certains districts touchés par l'insécurité alimentaire dans le centre et le sud du Mozambique (annexe III). Les districts se sont vu attribuer un rang de priorité déterminé selon un processus itératif utilisant les données issues des évaluations annuelles et du suivi¹⁸ effectués au cours des six dernières années. Le ciblage de l'alimentation scolaire a été affiné grâce à des indicateurs spécifiques comme le niveau élevé des taux d'abandon et la faiblesse des taux de scolarisation et d'achèvement des études. Le ciblage sera effectué au niveau communautaire pour ce qui a trait aux filets de sécurité fondés sur des activités productives. Les interventions touchant la malnutrition chronique seront menées dans les districts prioritaires de la province de Tete, classée parmi les quatre provinces prioritaires par le Gouvernement en raison de la forte prévalence du retard de croissance. Les centres de santé et les dispensaires où seront menées des activités nutritionnelles à visée curative ont été choisis au regard de critères clés tels que la prévalence du VIH et la disponibilité de la thérapie antirétrovirale, car la plupart des personnes atteintes de malnutrition sont des adultes sous traitement antirétroviral.

¹⁸ Comme les enquêtes annuelles sur les ménages menées par le PAM dans les communautés.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS, PAR COMPOSANTE (g/personne/jour)				
	Composante 1 Repas scolaires	Composante 2 Protection sociale	Composante 3 Nutrition à visée curative	Composante 3 Nutrition à visée préventive
Céréales	150	267		
Légumineuses	30	40		
Huile végétale	10			
Sel	3			
Super Cereal (nutrition à visée curative)			333	
Super Cereal Plus (à visée préventive – supplémentation généralisée pour les enfants de moins de 2 ans)				100
Micronutriments en gélules (à visée préventive – supplémentation généralisée pour les femmes enceintes et les mères allaitantes)				1
Micronutriments en poudre (à visée préventive – supplémentation généralisée pour les enfants de moins de 2 ans)				1
Transferts monétaires/bons (en dollars/personne/jour)		5 dollars		
TOTAL	193	307		
Total kcal/jour	728	1 067		
Total kcal/jour Super Cereal			1 252	
Total kcal/jour Super Cereal Plus				420
% kcal d'origine protéique	20,6	36,1		
% kcal d'origine protéique venant de Super Cereal			57,3	
% kcal d'origine protéique venant de Super Cereal Plus				16,0
% kcal d'origine lipidique	15,5	45,0		
% kcal d'origine lipidique venant de Super Cereal			23,0	
% kcal d'origine lipidique venant de Super Cereal Plus				9,6
Nombre de jours d'alimentation	194/an	180/an	120/an	Enfants: 550 Femmes enceintes et mères allaitantes: 270

34. À l'exception de la nutrition, l'assortiment alimentaire de toutes les composantes donne la préférence aux produits d'origine locale ou régionale. Il comprend du maïs, qui est broyé et enrichi pour les repas scolaires, des légumineuses, de l'huile et du sel iodé, à l'appui du plan national d'enrichissement. Les activités nutritionnelles utiliseront des produits alimentaires à haute valeur nutritive, dont Super Cereal¹⁹, Super Cereal Plus et des micronutriments en poudre, et il est prévu de passer à des suppléments nutritionnels prêts à consommer et à des suppléments nutritifs à base de lipides pendant la durée du programme de pays, après d'autres applications et consultations au Mozambique.
35. La valeur des transferts monétaires est conforme à celle fixée par le Gouvernement et appliquée par l'Institut national d'action sociale pour les programmes publics.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS AU TITRE DES DISTRIBUTIONS DE VIVRES, PAR COMPOSANTE (en tonnes)				
	Composante 1 Repas scolaires	Composante 2 Protection sociale	Composante 3 Nutrition	Total
Céréales	18 572	30 477		49 049
Légumineuses	3 096	4 571		7 667
Huile végétale	1 033			1 033
Sel iodé	309			309
Super Cereal			15 287	15 287
Super Cereal Plus			4 837	4 837
Micronutriments en poudre			59	59
TOTAL	23 010	35 048	20 183	78 241
Pourcentage de la totalité des besoins	29	45	26	100

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

36. Le programme de pays repose sur les partenariats et les principes relatifs à la gestion relevant de l'initiative nationale. Le Gouvernement assurera la supervision de toutes les composantes, par l'intermédiaire des ministères compétents œuvrant sous la houlette du Ministère de la coopération extérieure, qui joue un rôle de coordination au sein du comité directeur du PNUAD.
37. La structure de gestion du PAM sera compacte, avec trois bureaux auxiliaires dans les provinces de Gaza, Sofala et Tete, et deux bureaux de liaison à Nampula et Inhambane, le tout appuyé par un vaste réseau de contrôleurs sur le terrain. On procédera à un suivi à la fois du processus, pour pouvoir adapter la programmation en temps réel, et de la performance, afin de consigner les produits et les effets directs du programme. Pour ce qui est des transferts monétaires, le contrôle effectué et les rapports d'opérations régulièrement communiqués par les banques seront utilisés pour assurer le suivi des indicateurs.

¹⁹ Super Cereal est un mélange maïs-soja.

38. Les données de suivi qualitatif seront collectées au cours de missions sur le terrain en concertation avec d'autres organismes des Nations Unies, les partenaires gouvernementaux et les donateurs. Les évaluations seront planifiées et gérées conjointement. Le PAM aidera les ministères concernés aux niveaux central et local à planifier et mettre en œuvre des programmes, et il appuiera l'élaboration et l'utilisation de systèmes de suivi d'évaluation aux fins de la transposition à une plus grande échelle des programmes nationaux. Les outils et systèmes mis en place pour effectuer un suivi systématique des indicateurs mesurables tiendront compte des données issues d'une enquête de référence menée au moment du lancement du programme. Un examen à mi-parcours du programme de pays est prévu en 2013, et l'évaluation finale se déroulera en 2015.
39. Afin de renforcer la prévisibilité, la flexibilité et la sécurité des ressources, et de garantir l'établissement d'un grand nombre de partenariats pluriannuels, le PAM s'attachera à diversifier les donateurs, qui engloberont des banques de développement, le Fonds du programme "Unis dans l'action", les BRICS²⁰, l'État mozambicain et de nouveaux partenariats public-privé. Cette façon de procéder est étayée par un plan clair en matière de communication et de visibilité, et elle va dans le sens d'une démarche stratégique s'agissant des relations avec les donateurs.
40. Le programme de pays distribuera 78 241 tonnes de produits alimentaires et 6,7 millions de dollars sous la forme de transferts monétaires, soit 86 pour cent de produits alimentaires et 14 pour cent d'espèces. Le PAM privilégiera les achats locaux lorsque les prix des produits seront dans les fourchettes des prix de parité à l'importation. Les contreparties du Gouvernement faciliteront l'exonération des droits à l'importation et des frais de dédouanement pour les produits importés. Le PAM assurera la logistique pour les vivres et livrera les produits aux partenaires au niveau des districts. Les achats locaux et l'établissement de liens avec les marchés jetteront les bases d'un transfert durable des responsabilités. Le PAM recherchera de nouveaux marchés, producteurs et négociants, tout en optimisant les sources d'achat.
41. **Risques:** Le bureau de pays est conscient des risques auxquels le programme est exposé et du fait que la direction se doit de les atténuer autant que possible. Les risques spécifiques et les effets probables sur les activités ont été analysés et consignés (voir la colonne "Risques et hypothèses" à l'annexe II). Le bureau de pays a examiné et consigné les contrôles mis en place pour atténuer les facteurs de risques internes. Des systèmes de contrôle rigoureux doivent être mis en place pour les nouvelles modalités, comme les transferts monétaires et les bons, afin de limiter les éventuels abus; grâce à la formation, on informera le personnel des modalités, des lacunes, des risques et des méthodes d'atténuation. Des plans d'alerte rapide et d'intervention en cas d'urgence sont en place afin de réduire les effets des risques extérieurs. Si, du fait d'une catastrophe naturelle, notamment une sécheresse ou des inondations, il fallait apporter une assistance alimentaire, le PAM pourrait appuyer les efforts du Gouvernement dans le cadre de son IPSR ou d'une opération d'urgence.

²⁰ Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

RÉSUMÉ DU BUDGET (en dollars)						
	Composante 1: Repas scolaires	Composante 2: Protection sociale	Composante 3: Nutrition	Composante 4: Réduction des risques	Composante 5: Accès aux marchés	Total
Produits alimentaires ¹ (en tonnes)	23 010	35 048	20 183	–	–	78 241
Produits alimentaires (en dollars)	11 279 580	14 631 870	15 666 068	–	–	41 577 518
Transferts monétaires (en dollars)	540 000	6 210 530	–	–	–	6 750 530
Total par composante (en dollars)	11 819 580	20 842 400	15 666 068	–	–	48 328 048
Transport extérieur						2 917 783
Transport terrestre, entreposage et manutention (total)						13 331 469
Transport terrestre, entreposage et manutention (par tonne)						170
Autres coûts opérationnels directs						13 575 349
Total des coûts opérationnels directs						78 152 649
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)						20 330 384
Coûts d'appui indirects ³ (7,0 pour cent)						6 893 812
COÛT TOTAL POUR LE PAM						105 376 844

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation. Sa composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	3 872 181
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	2 042 731
Personnel local – agents des services généraux	3 133 019
Personnel local – personnel temporaire	4 378 090
Personnel local – heures supplémentaires	80 450
Consultants internationaux	429 000
Volontaires des Nations Unies	398 667
Voyages officiels du personnel	1 793 230
Total partiel	16 127 367
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	564 591
Charges (électricité, etc.)	140 893
Fournitures de bureau et autres consommables	322 533
Services de communication	442 620
Réparation et entretien du matériel	148 969
Frais d'exploitation et d'entretien des véhicules	636 942
Aménagement et réparation des bureaux	391 625
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	210 000
Total partiel	2 858 173
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	571 200
Matériel de communication	290 171
Dépenses locales de sécurité	483 473
Total partiel	1 344 843
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	20 330 384



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

PNUAD MOZAMBIQUE 2012–2016

Effets directs du PNUAD	Indicateurs de performance
<p>Domaine social, effet direct 1: L'équité en matière d'accès aux services essentiels au bien-être des groupes vulnérables et d'utilisation de ces services est assurée</p>	<p>Indicateurs d'effets directs du PNUAD (seuls ceux qui sont pertinents pour le PAM sont retenus)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages vivant dans la pauvreté qui bénéficient de programmes de protection sociale de base ➤ Taux d'achèvement du primaire et taux de passage dans le secondaire ➤ Personnes vivant avec le VIH et remplissant les conditions requises qui suivent un traitement antirétroviral conformément aux protocoles nationaux, ventilées par âge, sexe et province
<p>Domaine social, effet direct 2: Les groupes vulnérables demandent à bénéficier de services sociaux de qualité dans des conditions d'équité, et il leur est donné de le faire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'orphelins et d'autres enfants vulnérables ayant accès à au moins trois des six services sociaux de base définis dans le plan d'action national les concernant, ventilé par province ➤ Pourcentage de filles scolarisées dans le primaire à l'âge voulu (6 ans)
<p>Domaine économique, effet direct 1: Les communautés les plus vulnérables renforcent la production et la productivité du secteur primaire afin d'améliorer leur sécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de la population en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique (Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle - Comité d'évaluation de la vulnérabilité) ➤ Pourcentage de femmes/hommes en milieu rural recevant l'aide de services publics de vulgarisation, y compris des services en sous-traitance ➤ Production céréalière, par province ➤ Prises de poissons par pêcheur pratiquant la pêche artisanale
<p>Domaine économique, effet direct 3: Les ressources naturelles sont gérées et les risques de catastrophe sont réduits avec efficacité</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de communautés vulnérables ayant la capacité de s'adapter face à l'accroissement du changement climatique ➤ Nombre de localités exploitant des outils de planification territoriale ➤ Pourcentage de secteurs dont les plans d'urgence prévoient des mesures spécifiques pour répondre aux besoins des femmes, des filles, des hommes et des garçons

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
Composante 1: Repas scolaires		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 1.1: Accroissement de l'accès à l'éducation dans les écoles bénéficiant d'une assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de scolarisation Cible: 6% d'augmentation annuelle ➤ Taux de fréquentation Cible: 90% (ventilé par sexe) ➤ Taux d'achèvement Cible: > 60% dans les écoles bénéficiant de l'assistance du PAM (ventilé par sexe) 	Le Gouvernement devra fournir des ressources suffisantes afin de pouvoir maintenir et élargir sa participation au programme d'alimentation scolaire issue de la production locale Il se pourrait que la capacité de gestion des opérations de la Direction provinciale de l'éducation et de la culture soit insuffisante pour que celle-ci puisse efficacement mettre en œuvre les activités
Produit 1.1.1: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux groupes ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, par type, en pourcentage des chiffres prévus (23 010 tonnes et 0,5 million de dollars de transferts monétaires) ➤ Pourcentage des distributions de vivres (constituées d'aliments enrichis, de suppléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux) prévues et effectuées, par type ➤ Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage des chiffres prévus 	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 1.2: Incorporation dans les grands cadres politiques nationaux de solutions au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage accru de financements publics affectés aux outils de lutte contre la faim dans les plans d'action nationaux Cible: la contribution du Gouvernement au programme d'alimentation scolaire passe de 40% en 2012 à 70% en 2015 	
Produit 1.2: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux actions et à la formation organisées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'outils de lutte contre la faim financés dans le cadre des plans d'action nationaux Cible: un programme national d'alimentation scolaire est conçu et approuvé d'ici à 2015; des modèles d'alimentation scolaire sont expérimentés d'ici à 2013 ➤ Nombre de personnes ayant reçu une formation, par sexe et par catégorie (personnel du PAM, du Gouvernement et des partenaires) Cible: 20 agents du Ministère de l'éducation reçoivent une formation dans les domaines suivants: modèles de transferts monétaires et de vivres pour les écoles, procédures d'achat, gestion des filières, supervision et suivi; 350 écoles (associations parents-professeurs et conseils chargés de l'alimentation scolaire) bénéficient de stages de formation et du matériel 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
	nécessaire pour assurer l'entreposage des produits alimentaires, la préparation des repas, l'inscription des élèves et le suivi de la scolarisation et de la fréquentation	
Composante 2: Protection sociale		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 2.1: Réduction des risques au niveau local dans les communautés ciblées	➤ Score des communautés en termes d'avoirs Cible: 80%	Les filets de protection sociale reposant sur des activités productives nécessitent des mesures de planification, de mobilisation et d'exécution au niveau des districts et des sous-districts La capacité des autorités de district de faire face aux besoins opérationnels des programmes doit être renforcée
Produit 2.1: Avoirs contribuant à l'atténuation des effets des catastrophes construits ou remis en état par les communautés ciblées	➤ Avoirs contribuant à la réduction des risques et à l'atténuation des effets des catastrophes créés ou remis en état, par type et par unité Cible: des avoirs productifs sont créés dans les 23 districts bénéficiant d'un soutien	
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 2.2: Adéquation de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période d'assistance	➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: > 35/42 dans 100% des ménages ciblés	La mise en œuvre et l'orientation entre les programmes nécessitent une bonne coordination et l'engagement soutenu de plusieurs entités publiques Tout retard pris par les autorités centrales dans l'allocation de fonds aux plans annuels de développement des districts pourrait avoir des répercussions sur la fourniture d'un appui technique et d'intrants essentiels
Produit 2.2: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante au groupe cible	➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, des espèces et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des chiffres prévus Cible: transferts de vivres: 35 048 tonnes; transferts monétaires: 6,2 millions de dollars ➤ Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage des chiffres prévus ➤ Nombre d'avoirs créés, par type	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 2.3: Progression vers des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale	➤ Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre Cible: une stratégie de transfert des responsabilités pour les filets de protection sociale est approuvée et mise en œuvre progressivement: 20% d'ici à 2013; 40% d'ici à 2014; 60% d'ici à 2015	Tout retard pris dans le transfert de vivres et/ou d'espèces aux bénéficiaires pourrait compromettre la prévisibilité des



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
<p>Effet direct 2.4: Incorporation dans les grands cadres politiques nationaux de solutions au problème de la faim</p>	<p>➤ Pourcentage accru de financements publics affectés aux outils de lutte contre la faim dans les plans d'action nationaux Cible: l'augmentation est conforme au Plan d'action pour la réduction de la pauvreté</p>	<p>transferts, qui est nécessaire pour appuyer le volet relatif à la protection sociale</p>
<p>Produit 2.4: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux actions et à la formation organisées par le PAM</p>	<p>➤ Nombre de personnes ayant reçu une formation, ventilé par sexe et par catégorie (personnel du PAM, du Gouvernement et des partenaires) Cible: 50 agents, à tous les niveaux, du Ministère de la femme et de l'action sociale et de l'Institut national de l'action sociale reçoivent une formation dans les domaines suivants: évaluation des besoins, critères et mécanismes de sélection, inscription, orientation, gestion budgétaire, transferts monétaires et opérations logistiques</p>	
<p>Composante 3: Nutrition Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition</p>		
<p>Effet direct 3.1: Amélioration de l'état nutritionnel des groupes cibles</p>	<p>➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans ciblés (pourcentage d'enfants dont le rapport taille/âge est adéquat) Cible: 2,5% de réduction par an</p> <p>➤ Taux de récupération nutritionnelle des patients sous traitement antirétroviral Cible: > 60% des personnes vivant avec le VIH + des patients ≥ 15 ans ont atteint les valeurs marquant la fin de la prise en charge (indice de masse corporelle)</p> <p>➤ Taux de récupération grâce à la supplémentation alimentaire chez les enfants de moins de 5 ans Cible: > 60% ont atteint les critères de fin de traitement (pourcentage d'enfants dont le rapport poids/âge est adéquat)</p> <p>➤ Taux d'abandon de la supplémentation alimentaire chez les enfants de moins de 5 ans Cible: < 10%</p> <p>➤ Taux de mortalité dans le cadre du programme de supplémentation alimentaire chez les enfants de moins de 5 ans Cible: < 10%</p> <p>➤ Taux de non-réaction à la supplémentation alimentaire chez les enfants de moins de 5 ans Cible: < 20%</p>	<p>Le succès des services de nutrition intégrée dépend de la fiabilité de l'approvisionnement des dispensaires en compléments nutritionnels</p> <p>Sans l'établissement de liens étroits avec les activités d'éducation à la nutrition et de conseil traitant l'ensemble des problèmes de santé des usagers, le Programme de récupération nutritionnelle risque de se réduire à un simple programme de distribution de vivres</p> <p>L'inscription des enfants aux programmes préventifs peut se révéler problématique, ce qui risque de réduire l'efficacité de l'intervention</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
<p>Effet direct 3.2: Amélioration de l'observance du traitement chez les adultes et les enfants vivant avec le VIH après 6 et 12 mois de traitement antirétroviral</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'observance du traitement antirétroviral 6 ou 12 mois après le début de l'appui nutritionnel <p>Cible: 79% des adultes et des enfants suivent toujours le traitement antirétroviral au bout de 6 mois</p>	<p>Sans une étroite coopération avec des partenaires qualifiés au niveau des dispensaires et des communautés, l'activité risque de rester isolée et d'avoir peu d'effets directs positifs</p>
<p>Produit 3.2: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, par type, en pourcentage des chiffres prévus <p>Cible: Super Cereal: 15 287 tonnes; Super Cereal Plus: 4 837 tonnes; micronutriments en poudre: 59 tonnes</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de distributions de produits alimentaires (constituées d'aliments enrichis, de suppléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux) effectuées, par type 	
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>		
<p>Effet direct 3.3: Progression vers des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre <p>Cible: une stratégie de transfert des responsabilités à l'appui du Programme de récupération nutritionnelle est convenue avec le Gouvernement d'ici à 2015</p>	
<p>Effet direct 3.4: Incorporation dans les grands cadres politiques nationaux de solutions au problème de la faim</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage accru de financements publics affectés aux outils de lutte contre la faim dans les plans d'action nationaux (Programme de récupération nutritionnelle et Plan d'action multisectoriel pour la réduction de la dénutrition chronique) <p>Cible: le programme de récupération nutritionnelle est financé à 100% par le Gouvernement à partir de 2015 (une stratégie de transfert des responsabilités est élaborée et mise en œuvre)</p>	
<p>Produit 3.4: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux actions et à la formation organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes ayant reçu une formation, par sexe et par catégorie (personnel du PAM, du Gouvernement et des partenaires) <p>Cible: 100 agents, à tous les niveaux, du Ministère de la santé ont reçu une formation dans les domaines suivants: évaluation des besoins (mesures biométriques), inscription, gestion de l'information et gestion des vivres (quantité et qualité)</p>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
Composante 4: Réduction des risques		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 4.1: Mise en place de systèmes d'alerte rapide, de plans d'urgence et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire avec l'appui du PAM pour ce qui est du renforcement des capacités	➤ Indice de préparation aux catastrophes Cible: ≥ 7	Le soutien du PAM ne débouchera pas sur un renforcement durable des capacités au niveau décentralisé si le Gouvernement ne continue pas de progresser sur la voie de la décentralisation
Produit 4.1: Mesures d'atténuation des catastrophes mises en place avec l'appui du PAM pour ce qui est du renforcement des capacités	➤ Systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation des effets de celles-ci mis en place, par type Cibles: <ul style="list-style-type: none"> – Évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau national et enquêtes de suivi, de référence et en milieu urbain (1/an) – 20 districts dotés de profils/seuils de référence de sécurité alimentaire et de nutrition (5 districts/an) – Personnel des partenaires formés à la collecte et l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition et aux mesures à prendre en la matière (15 personnes/an) – Appui technique pour l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2 évaluations/an) – 15 districts dans lesquels les risques sont cartographiés (5 districts/an) 	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 4.2: Incorporation aux grands cadres politiques nationaux de solutions au problème de la faim	➤ Pourcentage accru de financements publics affectés aux outils de lutte contre la faim dans les plans d'action nationaux (Programme de récupération nutritionnelle et Plan d'action multisectoriel pour la réduction de la dénutrition chronique) Cible: 3–5% de hausse par an du budget annuel de l'Institut national de gestion des catastrophes affecté aux outils de lutte contre la faim (plans d'action nationaux concernant la Direction chargée du développement des zones arides et semi-arides, le Centre opérationnel national pour les situations d'urgence et les centres d'excellence)	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
<p>Produit 4.2: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux actions et à la formation organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'outils de lutte contre la faim financés au titre des plans d'action nationaux <p>Cible: 3</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes ayant reçu une formation, ventilé par sexe et par catégorie (personnel du PAM, Gouvernement et partenaires) <p>Cible: 100 agents du Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont formés tous les ans au niveau central et à l'échelon des provinces et des districts à la collecte et à l'analyse de données sur la sécurité alimentaire</p>	
<p>Composante 5: Accès aux marchés</p> <p>Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition</p>		
<p>Effet direct 5.1: Accroissement de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les suppléments alimentaires et les produits nutritionnels spéciaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation de la production d'aliments enrichis, y compris les suppléments alimentaires et les produits nutritionnels spéciaux <p>Cible: pourcentage d'augmentation durant la période d'assistance, établi par le pays, par type de produit</p>	<p>Le maïs est concassé par un grand nombre de petites associations dans tout le pays</p> <p>La sensibilisation, le soutien et la formation visant à assurer une large couverture et une bonne qualité de l'enrichissement peuvent se révéler difficiles</p>
<p>Produit 5.1: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux groupes ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des distributions de vivres prévues (constituées d'aliments enrichis, de suppléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux) réellement effectuées, par type ➤ Pourcentage des distributions effectives de vivres (constituées d'aliments enrichis, de suppléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux), par type 	
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>		
<p>Effet direct 5.2: Nouvelles possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays <p>Cible: jusqu'à 60% d'ici à la fin du programme de pays</p> <p>Niveau de référence: > 50% attendu à la fin 2011 (vivres distribués au titre des composantes 1, 2 et 3)</p>	<p>Des restrictions économiques peuvent peser sur la volonté du Gouvernement de réglementer et de normaliser l'enrichissement du blé, du maïs et de l'huile</p>
<p>Produit 5.2 Produits alimentaires achetés localement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, par type et par catégorie de pays <p>Cible: fixée pour chaque composante</p>	



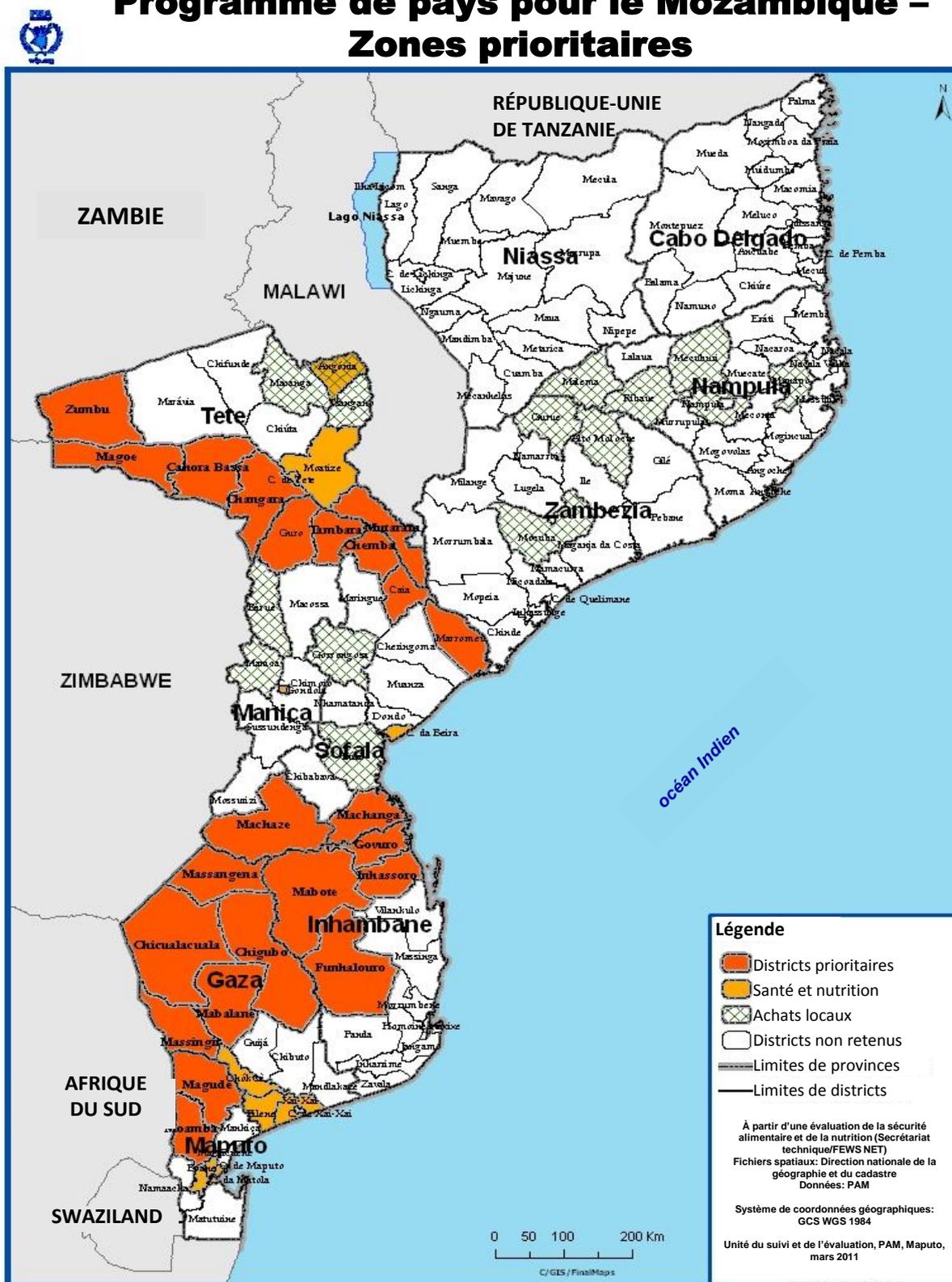
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
<p>Effet direct 5.3: Incorporation dans les grands cadres politiques nationaux de solutions au problème de la faim</p>	<p>➤ Augmentation en pourcentage des financements publics affectés aux outils de lutte contre la faim dans les plans d'action nationaux Cible: des réglementations et normes nationales pour l'enrichissement de l'huile, du maïs et du blé sont en place et approuvées d'ici à 2015</p>	
<p>Produit 5.3: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux actions et à la formation organisées par le PAM</p>	<p>➤ Nombre d'outils de lutte contre la faim financés au titre des plans d'action nationaux Cible: des solutions nationales visant à compenser les coûts supplémentaires de production liés à l'enrichissement (subventions, augmentation des prix à la consommation, etc.) sont définies et approuvées</p> <p>➤ Nombre de personnes ayant reçu une formation, ventilé par sexe et par catégorie (personnel du PAM, du Gouvernement et des partenaires)</p> <p>Cibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 000 agriculteurs et associations paysannes formés aux techniques agricoles, à l'entreposage, à l'assurance-qualité et à la commercialisation - Entreprises de transformation de produits alimentaires formées à l'assurance-qualité, à l'enrichissement et à l'utilisation du matériel - Agents du Ministère de l'éducation formés aux achats locaux - Agents du Gouvernement formés à l'analyse des marchés, aux systèmes d'information et à la communication avec le public 	



ANNEXE III

Programme de pays pour le Mozambique – Zones prioritaires



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
INE	Institut national de statistique
Insidea	Enquête sur le VIH et le sida
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement